

Langues et employabilité : perspectives historiques

« Se démarquer sur le marché du travail » ou « attirer l'attention des recruteurs »¹ sont parmi les raisons souvent avancées pour l'apprentissage des langues étrangères. En effet, la part langagière du travail (Boutet, 2001) a gagné en visibilité et en valeur dans les dernières décennies du XX^e siècle, marquées par la massification de l'enseignement des langues, l'internationalisation des institutions et la néolibéralisation de la société.

Cependant, l'idée que l'apprentissage d'une langue peut augmenter ses chances sur le marché du travail n'est pas nouvelle. Dans la dernière décennie du XIX^e siècle, marquée par des crises économiques, une concurrence internationale et l'émergence du capitalisme organisé, l'employabilité des commerçants suisses est devenue un sujet de débats politiques. L'objectif était d'améliorer leurs chances de trouver un emploi, notamment à des postes de responsabilité, grâce à une formation commerciale plus exigeante (Sokolovska, 2024) menant à une culture générale solide et un profil plurilingue certifié. Dans ce cadre, l'enseignement des langues était mis en avant et représentait jusqu'à la moitié du temps de cours dans les écoles de commerce suisses. Les compétences linguistiques étaient censées contribuer au développement et au maintien des relations commerciales, en lien étroit avec le développement de l'industrie.

Cette communication s'intéresse donc à un moment historique spécifique où commence la tendance à considérer les langues comme des instruments de productivité économique (Heller & Boutet, 2006) dans la vision renouvelée du métier de commerçant suisse. Alors que, à la même époque, on assiste à l'émergence des logiques tayloristes du travail dans les milieux ouvriers ou industriels, où la parole est considérée par les employeurs comme contre-productive (Boutet, 2001), on voit également les prémices de ce qui va devenir, à partir des années 1970, le travailleur néolibéral, imaginé comme un « faisceau de compétences » qui ont de la valeur pour autant qu'elles soient productives (Urciuoli, 2015). Cette contribution s'inscrit dans une volonté d'élargir la réflexion sociolinguistique sur les langues à l'époque du capitalisme tardif, en tenant compte de l'antériorité des idées linguistiques economicisantes (Sokolovska, à paraître).

Boutet, J. (2001), « La part langagière du travail : bilan et évolution », *Langage et société* 98, p. 17-42.

Heller, M. & Boutet, J. (2006), « Vers de nouvelles formes de pouvoir langagier ? Langue(s) et identité dans la nouvelle économie », *Langage et société*, 118, p. 5-16.

Sokolovska, Z. (2024), « 'Tenir tête à la concurrence' : les enjeux du développement de l'enseignement commercial en Suisse à la fin du XIX^e siècle », *Recherches en éducation*.
En ligne : <https://journals.openedition.org/ree/12168>

Sokolovska Z. (à paraître). Langues, capitalisme et employabilité. La (re)construction du métier de commerçant en Suisse à la fin du XIX^e siècle. *Langage et société*.

Urciuoli, B. (2015), « La 'diversité' comme capital : la re-conceptualisation néolibérale de la différence linguistique et sociale ». *Anthropologie et Sociétés* 39(3), p. 91-114.

¹ EURES (2021). « Cinq raisons d'apprendre une langue pour booster votre employabilité »
https://eures.europa.eu/five-reasons-why-learning-language-can-boost-your-employability-2021-06-22_fr